



Fête de l'Humanité

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON - LA COURNEUVE



Point de la diffusion :

“Proposons la vignette comme bon de soutien autour de la grande consultation”

Notre congrès a confirmé l'engagement du Parti dans la grande Consultation citoyenne “ Que demande le Peuple”. Le Parti communiste Français entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple...” La rencontre avec les

concitoyennes et concitoyens est déjà au coeur de notre pratique. Nous avons des premiers retours intéressants un peu partout dans le pays. Si chaque communiste fait remplir 4 à 5 enquêtes autour de lui, nous n'aurons aucun mal à approcher nos objectifs. Merci de nous faire remonter au plus vite vos questionnaires. Le national se charge de les saisir directement sur informatique afin d'avoir un retour à la Fête de l'Humanité.

Concernant la vignette, nous constatons malheureusement un grand retard par rapport à l'année dernière, nous vous demandons de nous informer et de nous régler le plus rapidement (*chèques ordre PCF 77*). En effet cette année, afin d'engager les premières dépenses, les différents prestataires réclament à l'Humanité un acompte d'au moins 50% par avance.

Merci de nous informer des dates de toutes les initiatives que vous pouvez faire cet été dans vos sections que se soient autour de la consultation citoyenne et de la vignette.

Le prochain rendez-vous National de la vignette aura lieu le 27 juillet à 18h Place de la République à Paris.

| SECTIONS | annoncées au 18 juillet | en + pour le 22 juillet | Objectif téléphonique pour le 29 juillet |
|-------------------|-------------------------|-------------------------|--|
| Mitry | 71 | + 39 | 110 |
| Chelles | 87 | + 13 | 100 |
| Lagny | 20 | + 20 | 40 |
| Champs | 9 | + 41 | 50 |
| Torcy | 43 | + 17 | 60 |
| Meaux | 17 | + 43 | 60 |
| Crécy | 10 | + 20 | 30 |
| Ferté | 7 | + 13 | 20 |
| Coulommiers | 19 | + 21 | 40 |
| Montereau | 19 | + 36 | 55 |
| Nangis | 17 | + 43 | 60 |
| Provins | 0 | + 20 | 20 |
| Agglo Melun | 150 | + 150 | 300 |
| Brie/Sénart | 15 | + 25 | 40 |
| Roissy | 23 | + 27 | 50 |
| Ozoir | 14 | + 36 | 50 |
| Pontault Combault | 6 | + 19 | 25 |
| Tournan | 16 | + 14 | 30 |
| Rozay | 0 | + 15 | 15 |
| Snecma | 3 | + 17 | 20 |
| Fontainebleau | 26 | + 19 | 45 |
| Moret | 14 | + 11 | 25 |
| Nemours | 0 | + 15 | 15 |
| Divers | | | |
| Fédération | 3 | | |
| TOTAL | 589 | + 881 | 1290 |

En attendant de vous rencontrer je vous souhaite de bonnes vacances pour les uns et bon courage pour les autres.

Sylvie Fuchs

Université d'été du PCF :

L'Université d'été du PCF se tiendra du 26 au 28 août dans le complexe de l'Université d'Angers. Elle consistera à considérer que le champ de la politique ne se résume pas aux dimensions idéologiques, tactiques et stratégiques du moment mais doit intégrer les dimensions de la culture dans toutes ses composantes, philosophiques, économiques, sociologiques, artistiques, scientifiques.

Comme chaque année ce sera trois jours de partage, de réflexion et d'échanges, dans un nouveau cadre. Bonjour à la douceur angevine et bienvenue donc aux nouvelles et nouveaux participant-e-s qui pour des raisons de distance ne pouvaient se rendre en Savoie, que nous quittons après cinq années qui auront marqué l'Université d'été du PCF. Vous pouvez vous inscrire directement sur internet **Parti communiste français** www.pcf.fr

Accueil/Sécurité :

Inscrivez-vous dès maintenant pour la Fête. Cette activité contribue au succès de la Fête de l'Humanité. Nous avons besoin de camarades qui s'engagent, les permanences peuvent être de quelques heures ou plus en fonction des disponibilités de chacune et de chacun. Plus que jamais cette année et vous le comprendrez vite l'actualité, nous sommes soumis à une plus grande exigence de sécurité

Inscriptions auprès de Vincent Benoist
01.64.79.75.10 - 06.07.54.60.27

Le 3^{ème} rendez-vous départemental de la vignette

Vendredi 19 Août - 18h30

à la fédération 264 Rue de la Justice 77000 Vaux le Pénil

“Point sur la situation politique nationale quelle mobilisation ? quelles initiatives ?”

avec la participation :

Sylvie Fuchs secrétaire départementale

les membres de l'exécutif et du conseil départemental présents

Pot de l'amitié

COMMUNIQUE DE PRESSE - État d'urgence : « Nos groupes parlementaires n'ont pas voté la prolongation » (Pierre Laurent)

Cinq jours après la terrible tuerie de Nice, qui a vu les vies de 84 femmes, hommes et enfants fauchées et des centaines d'autres blessées ou marquées pour toujours, notre nation reste endeillée et profondément choquée. Cette folie terroriste aveugle a plongé le pays dans un angoissant questionnement sur les motivations du meurtrier Mohamed Lahouij-Bouhlej et sur les moyens de faire face à la terreur que cherchent à imposer de tels actes.

Au chagrin s'est mêlée depuis la colère devant les polémiques et les surenchères indécentes auxquelles se sont livrés sans recul nombre de responsables politiques.

Dès le 15 juillet, le Parti communiste français a refusé ce manque de dignité en appelant à la solidarité et au respect des familles endeillées, en demandant le temps nécessaire à l'enquête et à la réflexion pour évaluer les nouvelles mesures à prendre face au palier franchi dans l'horreur. D'autres, singulièrement à droite et à l'extrême droite, ont préféré faire assaut de déclarations irresponsables et de surenchères sans fondement. Oui, nous le redisons avec force, contre la marée nauséabonde de tous les démagogues, il va falloir raisonner, penser pour pouvoir agir mieux et plus efficacement contre la menace terroriste grandissante, contre la violence criminelle qui se pare d'alibis ou de mobiles religieux ou politiques, et contre les haines et les divisions.

Le gouvernement a décidé, sans débat, de prolonger l'état d'urgence, sous la pression de la droite et de l'extrême droite qui veulent durcir encore le régime d'exception.

Or, force est de constater que l'état d'urgence n'a pas permis d'éviter le carnage de Nice, dans une ville que les élus de droite ont faite laboratoire de leurs expérimentations sécuritaires.

Avant d'annoncer précipitamment sa prolongation, le président de la République venait de la déclarer inutile en indiquant que les lois récemment votées après son déclenchement permettaient de prendre le relais. Le risque s'accroît donc d'une dérive répressive sans efficacité pour la sécurité de nos concitoyen-ne-s, et d'une atteinte à nos libertés publiques fondamentales.

Nos groupes parlementaires ne voteront donc pas cette prolongation.

Nous appelons en revanche à une réorientation profonde de nos politiques nationales, européennes et internationales. La lutte contre l'action terroriste et l'insécurité du monde est inséparable de la reconstruction d'une nouvelle civilisation commune à toute l'humanité.

Riposter à la violence terroriste et au projet politique meurtrier et dictatorial de Daesh, par la seule voie militaire, par l'engagement de notre pays dans une logique de guerre aveugle, sans stratégie politique visant le retour de la paix et de la sécurité internationale est une grave erreur. Elle alimente la propagande de Daesh sur les esprits qu'il domine.

Tous les promoteurs et artisans de la logique de « guerre des civilisations », depuis Daesh jusqu'à ceux qui prétendent la

combattre sur le même terrain, entraînent notre pays et l'humanité dans une voie sans issue.

Les communistes appellent à résister à cette logique meurtrière, à faire reculer ensemble les violences, les haines et les politiques de la peur.

Nous avons, ensemble, la capacité de rejeter le terrorisme et tout ce qui le nourrit, ici en France et ailleurs dans le monde où les guerres et le chaos qu'elles entraînent lui servent de terreau pour son développement.

La France doit enfin accepter de réviser en profondeur ses choix internationaux pour des évolutions de paix au Proche-Orient et en Afrique. Les peuples du Proche-Orient et d'Afrique y aspirent profondément ; ce sont eux et les forces démocratiques et pacifiques que la France doit soutenir avec ardeur.

Ici en France, il est temps de déclarer l'état d'urgence sociale afin de stopper les politiques d'austérité (baisse des dotations aux collectivités locales, suppression de services et de personnel) et de déployer des moyens sans précédent de présence de l'État et des services publics dans tous les territoires de la République.

Sécurité de proximité, éducation, santé publique, accompagnement psychiatrique, prévention, aide psychologique, lutte contre les violences faites aux femmes, contre les trafics mafieux... sont des priorités d'une urgence absolue

C'est seulement dans ce cadre nouveau que les efforts immenses faits par les services de sécurité, de police et de gendarmerie, dont il faut saluer le dévouement, trouveront leur pleine efficacité.

Au-delà, c'est un autre avenir de développement et de solidarité, un avenir d'humanité commune, qu'il faut mettre à l'ordre du jour, en France, en Europe et dans le monde. Nous ne voulons plus de ce monde de l'argent, des concurrences et des guerres, qui nourrit tous les égoïsmes et les racismes.

Contre le déferlement de haine et de démagogie qui ouvrent aujourd'hui la voie aux populismes en tous genres et aux extrêmes droites violentes et xénophobes, les communistes œuvreront sans relâche pour que notre peuple, et toutes celles et ceux qui ont choisi la France pour y vivre, puissent débattre sereinement et démocratiquement de ces enjeux majeurs.

2017 sera pour cela une année cruciale durant laquelle nous ne laisserons pas le débat politique se rouler dans la fange.

Notre pays mérite mieux, afin de construire un dialogue avec les forces démocratiques du monde pour une humanité de paix, d'égalité et de partage.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,
Paris, le 19 juillet 2016